

Fiscalité

“ Je ferai donc simple : pas de hausse d'impôt, des baisses pour ceux qui travaillent en réduisant significativement l'impôt sur le revenu. ”

►►► rain », comme l'a dit le président. Pourtant, ce discours sans génie est riche en propositions. Bien évidemment, le chef de l'Etat a pris acte du sentiment d'injustice, des souffrances exprimées, et annoncé des mesures pour assécher le ressentiment. Comme le retour à l'indexation des petites retraites, la baisse de l'impôt sur le revenu, le dédoublement des petites classes... Tout en préconisant de travailler plus (*lire pages suivantes*). C'était une nécessité.

Mais l'essentiel de son discours est tourné vers l'avenir, et l'élaboration d'une nouvelle démocratie. Emmanuel Macron parle de « rebâtir le projet de notre Nation, de notre République ». Afin de renouer le lien entre les citoyens et leurs représentants. La réponse est audacieuse, avec des mesures jusqu'à présent taboues. Comme la suppression de l'ENA, symbole d'une haute administration déconnectée. Il redessine une V^e adoucie. Moins verticale. Avec une dose de proportionnelle. Un accès facilité au référendum d'initiative populaire. L'instauration de référendums d'initiative citoyenne (RIC) sur des sujets locaux. La création d'une convention de citoyens tirés au sort. Il parle de renforcer les droits du Parlement. Et les pouvoirs des maires. Enfin, il annonce une nouvelle organisation territoriale. Le chantier est vaste. Il provoquera de nombreux débats. Quelle dose de proportionnelle? Quels moyens pour permettre au Parlement de mieux contrôler? Quels verrous conserver pour éviter que l'action publique ne soit bloquée par une avalanche de référendums? Comment mettre en œuvre un système où les entités territoriales bénéficieront d'attributions lisibles et de moyens dédiés? Qui va lui tendre la main pour rebâtir notre démocratie, alors que rien n'est dit sur le financement des mesures et la réduction des dépenses publiques?

Ce long catalogue d'intentions risque de ne pas suffire à mobiliser les Français afin de, comme il le dit un peu pompeusement, « bâtir un modèle plus humain, passionnément français! » Mais il pourrait accélérer l'épuisement du mouvement des « gilets jaunes ». C'est le but.

Ghislaine Ottenheimer

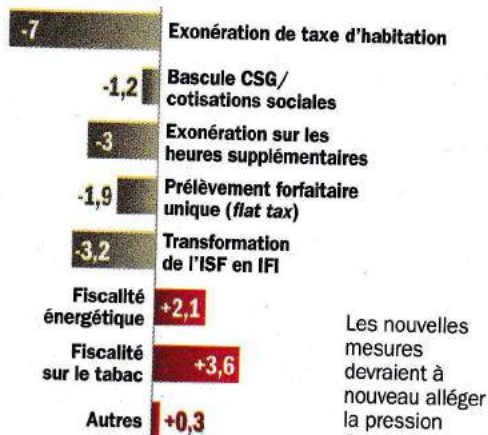
Une victoire pour les macro-nistes de droite. Edouard Philippe, Bruno Le Maire et Gérard Darmanin ont fait le forcing pour un allègement massif d'impôts, afin de répondre à « l'immense exaspération fiscale », dit le Premier ministre. Emmanuel Macron les a entendus en promettant une baisse significative de l'impôt sur le revenu, non chiffrée, qui serait compensée par une réduction des niches fiscales et la « nécessité de travailler davantage », termes encore vagues. Le président a ciblé un impôt payé par seulement 43% des foyers imposables. Mais, après avoir privilégié les ménages modestes dans son plan d'urgence de décembre, qui avait dopé la prime d'activité, il vise les classes moyennes. « L'entrée dans l'impôt sur le revenu est très brutale, a rappelé Bruno Le Maire sur France Info. Vous avez des effets de seuil qui font que quand vous touchez 100 euros supplémentaires, on va vous en prendre 40. »

En promettant une baisse d'impôt, le président a fâché ses ministres et députés de gauche qui réclamaient de la « justice fiscale ». Pas de suppression de la TVA sur les produits de première nécessité. Et pas de taxe sur les hauts revenus, un symbole demandé par Laurent Berger (CFDT). Il a certes répondu aux critiques sur le « cadeau » de la réforme de l'ISF : « Cette réforme, c'est une réforme pour produire, pas une réforme pour les plus fortunés. » Et confirmé que cette mesure serait évaluée, début 2020, et supprimée si elle s'avère inefficace. Enfin, face à « l'injustice » de l'évasion fiscale, il va confier une mission à la Cour des comptes, une façon de noyer le poisson, de nombreux rapports existant déjà.

En donnant raison à sa droite, le chef de l'Etat considère que le problème numéro un est le ras-le-bol

Déjà 10,3 milliards d'euros d'allègement fiscal

Effet des mesures fiscales sur les ménages en 2018 et 2019 (en milliards d'euros)



Les nouvelles mesures devraient à nouveau alléger la pression fiscale. Mais pour combien de temps?

SOURCE : INSTITUT DES POLITIQUES PUBLIQUES

fiscal. Les chiffres vont dans son sens : entre 2007 et 2017, le montant des impôts a augmenté de 218 milliards, alors que la croissance a généré « seulement » 166 milliards de richesse supplémentaire. Des hausses massives, à la fin du mandat de Nicolas Sarkozy et au début de celui de François Hollande, qui ont fait grimper le taux de prélèvement obligatoire de 3 points (45,3%). Reste à savoir si cette baisse sera durable. Selon François Ecalle, expert des finances publiques, « tous les gouvernements ont joué au yo-yo depuis trente ans avec les prélèvements obligatoires. A plusieurs reprises, ils les ont baissés. Mais comme ils n'ont pas réduit les dépenses publiques, ils ont dû à nouveau les augmenter quelques années plus tard face à une aggravation du déficit ». Emmanuel Macron, dont les efforts sur les dépenses restent très modérés (*lire p. 36*), risque de connaître la même dérive.

T. F.

“ D'ici la grande au CE au

Emmanuel M... considérah... sur les m... l'école primaire où... « la formation mé... à la racine ». « L... justice est l'inég... faut six génératio... dans une famille... hisser au milie... ciale », a-t-il dépl... Cette limitation... classes à grande é... timenté? Toutes le... que la réduction... classes dans le p... premier levier de... Les élèves appr...

“ Nous le

Les « gilets... scalp. Vi... l'Ecole na... tration (ENA), q... taine de hauts... an, n'a pas surv... anti-élites qui a... débat » et imprè... çaise. Depuis q... les cercles de... bruisaient de ru... possible suppre... quelques groupe... été discrètement... plancher sur sa... Macron, lui-mêm... meuse promotio... ment choisi un... qui ne coûte rie... bliques, pour f... Effet « wacouh »... De François... Le Maire, en pas... trand, plusieurs

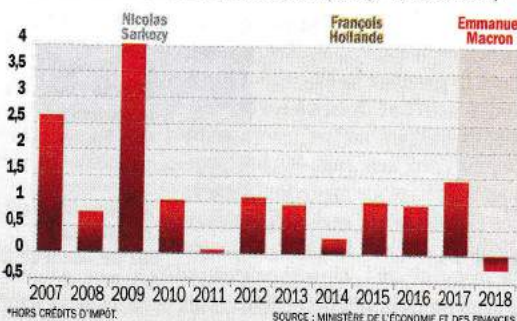
Dépenses publiques

« Nous pouvons faire aussi bien en dépensant moins et donc supprimer nombre d'organismes inutiles. »

C'est par cette phrase sibylline qu'Emmanuel Macron promet de ne pas sacrifier les finances publiques à l'issue du « grand débat ». Les baisses d'impôts annoncées seront bien financées, au moins en partie, par des économies sur les dépenses. Pour preuve de sa crédibilité, l'exécutif met en avant la bonne performance réalisée en 2018 : si on enlève l'inflation, les dépenses publiques n'ont progressé que de 0,3%. Hors crédits d'impôt, elles ont même diminué de 0,3%, un résultat inédit. Pour y parvenir, le gouvernement a fait des choix forts, comme la baisse du nombre de contrats aidés, jugés inefficaces pour lutter contre le chômage, et une ponction sur les bailleurs HLM, forcés à se restructurer. Mais il a aussi manié le rabot, en limitant la revalorisation de certaines prestations dont les pensions, et en gelant le point d'indice des fonctionnaires. L'effort est enfin venu des élus locaux : Emmanuel Macron avait proposé de maintenir les dota-

Une réduction déjà entamée

Evolution annuelle des dépenses publiques (en%, hors inflation)*



La baisse des dépenses publiques en 2018 est inédite. Elle a été obtenue au prix de choix forts : réduction des contrats aidés, gel du point d'indice des fonctionnaires... Mais le gros de l'effort a été reporté sur la seconde partie du quinquennat.

tions de l'Etat en échange d'une modération des frais de fonctionnement. Pari gagné, puisqu'ils n'ont progressé que de 0,8%. « Les incertitudes autour de la suppression de la taxe d'habitation ont aussi joué », nuance François Ecalte, président de Fipeco.

Mais la tâche du gouvernement va se compliquer pour les années à venir, alors qu'il a reporté le gros de l'effort sur la seconde partie du quinquennat. Ainsi, les effectifs de l'Etat n'auront diminué que de 6000 agents à la fin de l'année, alors que le président a promis 50000 postes en moins. Le projet de loi sur la fonction publique, bientôt examiné par les députés, doit permettre d'accélérer en incitant financièrement les agents à partir dans le privé et en élargissant le recours aux contractuels. Quant aux autres réformes de politiques publiques, elles peinent à émerger et le programme « Action publique 2022 » semble patiner. L'exécutif dit avoir repris les trois quarts des propositions du comité d'experts CAP 22 dans des feuilles de routes ministérielles. Mais elles sont peu précises et mêlent des réformes administratives (audiovisuel public, refonte des réseaux diplomatiques et fiscaux...) à des mesures sans lien avec la modernisation de l'Etat.

Le programme national de réforme, envoyé à Bruxelles le 10 avril, n'est guère plus prolix. De quoi rendre François Ecalte très pessimiste : « La crise des "gilets jaunes" a révélé des demandes de services publics et de prestations sociales, je ne vois pas comment on pourrait s'attaquer vraiment aux dépenses dans ce contexte. »

D. B.

Pouvoir d'achat

« La prime exceptionnelle que nous avons créée à la fin de l'année dernière sera pérennisée chaque année. »

« Gilets jaunes » et « grand débat » ont imposé la question du pouvoir d'achat, préoccupation majeure de beaucoup de Français. Emmanuel Macron avait apporté une première réponse, le 10 décembre, avec un plan à 10 milliards d'euros. Comment aller plus loin sans plomber les finances publiques ? En sollicitant, d'abord, les entreprises. Le chef de l'Etat leur avait demandé de distribuer une prime exceptionnelle pour 2019, défiscalisée. En janvier, 12% des entreprises ont choisi de verser

cette prime à 2 millions de salariés, en moyenne 450 euros. Le président veut pérenniser cette défiscalisation. Autre proposition : accorder une « prime de mobilité » aux salariés « qui s'engagent à utiliser des moyens de transport plus écologique pour les trajets entre le domicile et le travail ». Le Medef avait proposé de partager les coûts. Le président suggère que ce soit les entreprises qui payent tout. Au-delà, le chef de l'Etat a fait passer des messages à certaines catégories de Français, dont les doléances ont

émergé de la crise sociale. D'abord les mères isolées, qui cumulent les difficultés : 40% des pensions alimentaires dues ne leur sont pas versées. Macron propose que l'Etat se porte garant et se charge, via un fonds, de récolter les sommes à reverser au parent en charge d'enfants. Au Québec, ce dispositif a abouti au respect de 96% des décisions de justice, contre 45% auparavant.

Le président a voulu aussi se réconcilier avec les retraités, en accédant à une demande récurrente : la réindexation des pensions, qu'il limite à celles inférieures à 2000 euros. Problème : la mesure coûte cher (de 1,5 à 2 milliards). Enfin, le chef de l'Etat veut améliorer les conditions de travail et de vie dans les maisons de retraite, en sous-effectifs. Là aussi, le dossier est coûteux puisque nombre d'Ehpad sont publics. G. M. ▶